



## L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Pour l'économiste Michel Godet présent à Montivilliers

# « Les solutions sont en nous »

Hier jeudi, la ville de Montivilliers recevait l'économiste Michel Godet, membre de l'Académie des technologies, pour les vœux du Club entreprises. Ce fut l'occasion pour ce social libéral de faire passer un message de bon sens et d'espoir : le mal est en nous et les solutions aussi.

**Le Courrier Cauchois : Quel message souhaitez-vous faire passer ?**

**Michel Godet :** Mon message est globalement que les facteurs de développement sont endogènes dans un territoire. On peut tous se lamenter de la mondialisation, de ce qui va mal dans l'industrie mais, ce qui fait la différence, c'est la cohérence des politiques et leur compétence. Dans mon livre *Bonnes nouvelles des territoires*, je montre pourquoi et comment il y a 5 % de chômage dans la région de Vitré alors que, pourtant, il y a 42 % d'emplois industriels. Le meilleur moyen pour avoir des entreprises est de ne pas trop taxer les entrepreneurs.

**C. C. : Que pensez-vous de l'action du gouvernement Valls ?**

**M. G. :** J'estime Manuels Valls et je crois que c'est réciproque mais il n'a pas la majorité de sa politique. On n'a jamais pu avoir un gouvernement de centre gauche ou de centre droit. Lui manifestement est plutôt centre gauche, tendance social-libéral. La gauche est empêtrée dans sa relation avec les Verts et la gauche de la gauche et la droite est trop jacobine, qui n'a jamais eu le courage de faire les réformes libérales qu'il fallait faire et qui est complètement paralysée par le Front national. Le pays est coupé en deux. Il faut recomposer une majorité au centre, rassemblant tous les démocrates sociaux du pays afin de gouverner sans les extrêmes.

La région de Haute-Normandie est en retard sur bien des plans mais elle est tout de même une région industrielle. Une ville comme Montivilliers ne peut pas s'en sortir qu'en jouant la carte résidentielle. Elle doit jouer un jeu plus la dyna-

mique d'accueil d'entreprises innovantes.

Je crois beaucoup à la contagion des initiatives et des bonnes pratiques : comment font les autres ? Pourquoi certaines régions n'ont que 5 % de chômage ? Dans certaines régions, les entreprises sont parties parce que les impôts étaient trop élevés. Il faut arrêter de créer des emplois territoriaux, cela vient augmenter les impôts, accentuer des charges des entreprises.

Je veux faire passer des messages de bon sens aux élus locaux. Au niveau de la formation des jeunes, il n'y a pas assez d'apprentis chez nous, l'apprentissage est dévalorisé. Je veux poser un certain nombre de questions un peu déroutantes. Je ne me sens ni de droite ni de gauche mais plutôt pompier car le pays est plus que jamais en danger.

**C. C. : Est-ce que les politiques vous écoutent ?**

**M. G. :** Les politiques m'écoutent mais cela ne veut pas dire qu'ils en tiennent compte. Mon message principal c'est que l'on crée du jacobinisme, de droite comme de gauche. Des gens qui imaginent d'en haut des choses qui ne marchent pas, comme les 35 heures, alors qu'il suffit de regarder ce qui marche en bas et le reproduire. Quand j'avais dit cela à Jean-Marc Ayrault, il m'avait dit « *Je suis d'accord avec vous mais ceux qui m'entourent sont complètement d'une autre culture* ». On a des ministres qui sont entourés d'une administration jacobine. Des hauts fonctionnaires qui se parachutent ensuite dans le privé. Ce parcours est formateur mais à quel coût pour la République. Songeons à Dexia.

**C. C. : Que pensez-vous de la réforme territoriale ?**

**M. G. :** Je suis très critique sur la manière dont se fait la réforme territoriale. C'est souvent n'importe quoi. Pour la Haute et Basse Normandie, c'est pas mal sur le papier, même s'il n'y a rien à voir entre la Basse et la Haute-Normandie. On aurait pu imaginer une région Val de Seine et rattacher la Basse-Normandie au Grand Ouest pays de Loire, Bretagne comme l'imaginait la commission Balladur. C'est d'ailleurs la zone de diffusion du journal Ouest France !

Je dénonce le mythe de la taille critique. Il faut une démocratie plus participative et non représentative avec des élus qui annoncent n'importe quoi pour être élu et qui ensuite font du clientélisme. Ce que je crains dans la réforme territoriale, c'est que l'on va augmenter le nombre de fonctionnaires territoriaux au lieu de les diminuer. Qui a dit qu'il fallait un seuil critique ? La Suisse a vingt et un cantons et des performances meilleures que nous. On sait ce qui faut faire et on continue de faire le contraire. On veut toujours le plus grand. C'est le côté Versailles qui est resté.

**C. C. : Est-ce que vous êtes pessimiste pour 2015 ?**

**M. G. :** Il y a des signes encourageants mais je ne crois pas que la croissance repartira en 2015 parce que les gens refusent de voir que c'est cheveux gris et croissance molle. On n'est plus à l'époque du baby-boom, on ne construit plus des écoles, des routes. On ne peut plus financer des projets puisque l'on vit déjà au-dessus de nos moyens, en empruntant. On emprunte pour boucler les budgets de fonctionnement, payer les retraites... On est en faillite, comme l'avait dit François Fillon. On continue à vivre avec du déficit budgétaire. Ce sont les générations suivantes qui paieront. C'est complètement irresponsable mais cela fait trente ans que cela dure. C'est la lâcheté des hommes politiques. Le



temps politique est trop court pour le temps économique, écologique... Il y a des réformes qu'on sait qu'on devrait faire et qu'on n'a pas le courage de faire. Pour l'instant, il faut reconnaître que c'est le gouvernement Valls qui fait sur le papier un certain nombre de réformes qu'il faut faire, y compris sur les professions fermées, mais est-ce que l'on va les faire ? On sait bien que, chez nous, les corporations sont ainsi faites qu'elles préfèrent faire crever leur entreprise que de renoncer à leurs avantages. C'est le cas d'Air France par exemple. Mon message n'est pas très positif au niveau du pays mais il est tout de même optimiste au niveau des territoires puisqu'il y en a qui s'en sortent. Pourquoi pas vous ?

**C. C. : Comment rendre les territoires attractifs ?**

**M. G. :** Il faut du logement social, des inégalités pas trop fortes, une qualité de vie dans les territoires, il faut jouer sur cela aussi. Les gens ne sont créatifs et innovants que s'ils sont heureux. S'ils vivent dans le stress et l'insécurité, ils quittent leur région. On le voit en Ile-de-France. C'est un sujet qui renvoie à l'actualité. J'ai vécu dans les cités, aux Mureaux. Ces problèmes ont commencé il y a 30 ou 40 ans. Tant que le problème n'est pas urgent, on dit « *On a le temps* ». Quand

c'est trop tard, on ne peut plus éviter l'iceberg et on met les chaloupes à la mer. Le monde politique aujourd'hui n'est plus compétent pour prendre en charge le long terme. Cela pose la question de la gouvernance. Faire comme dans certains pays : interdire d'être à la fois élu et fonctionnaire. En Suisse, ils ne sont payés qu'à mi-temps car ils ont gardé leur emploi. C'est chacun son tour avec des gens compétents qui se dévouent. Ce n'est pas la politique du parti qui doit commander. Ce sont les citoyens dans les cantons qui peuvent s'auto-saisir d'une question et faire une votation. Cela marche mieux cette démocratie directe que nos grands systèmes qui ont montré leurs limites. Donc je crois aux régions à condition qu'elles ne soient pas faites n'importe comment. Le mal est en nous, les solutions aussi. Il faut arrêter de se lamenter sur la mondialisation, chercher des boucs émissaires, et se demander : Qu'est-ce que je peux faire là où je me trouve pour améliorer la situation ?

■ PROPOS RECUEILLIS PAR Y.Q.

*Bonnes nouvelles des territoires*, de Michel Godet. Éditions Odile Jacob et *Libérer l'emploi : vingt propositions*, 2<sup>e</sup> édition Poche, Odile Jacob, 2015.